

Rencontre technique cours d'eau

du 10 mai 2023

Petite hydroélectricité et restauration de la continuité écologique

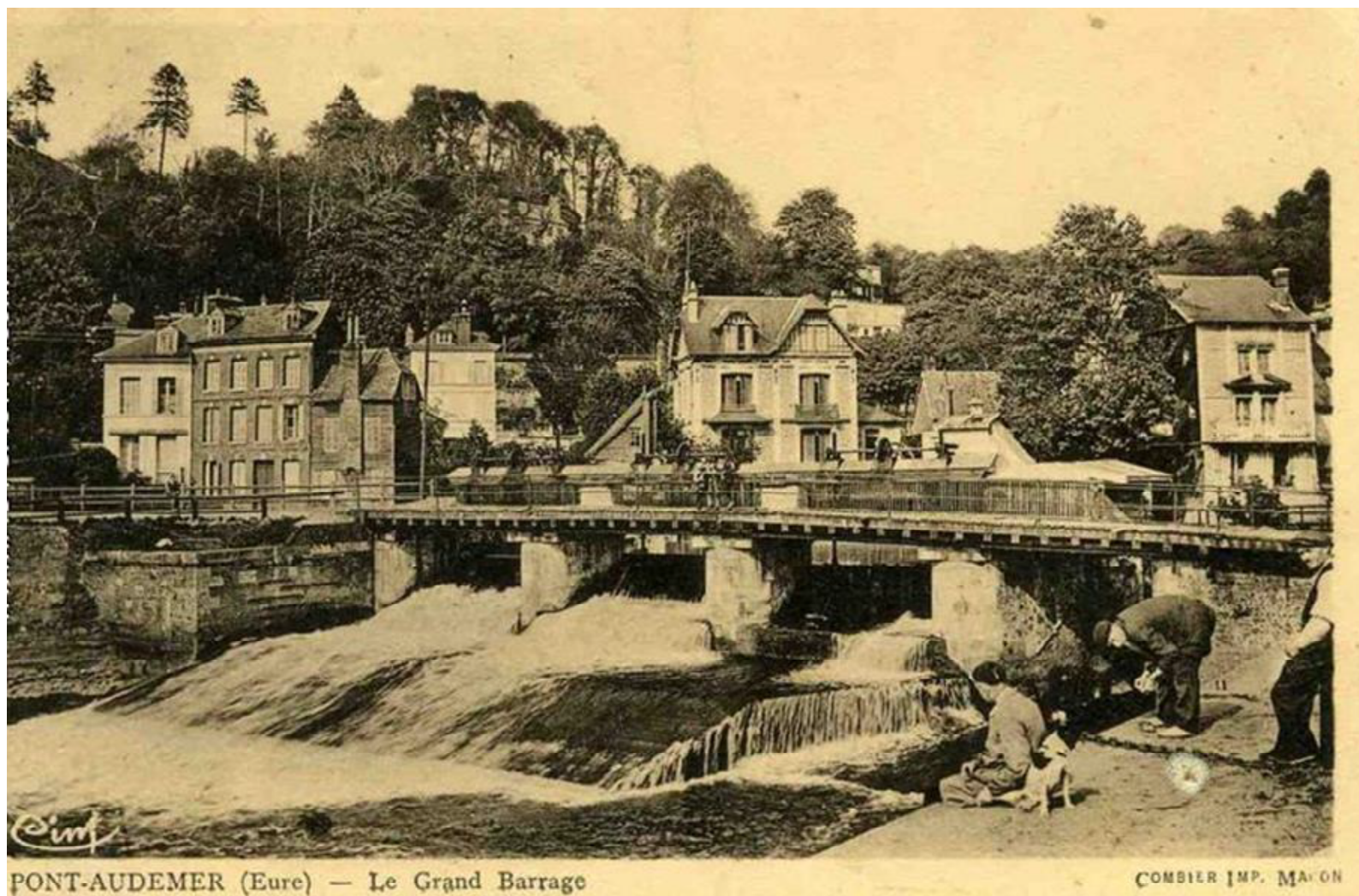
Loi Climat et jurisprudence

Soutenu par

Loi Climat et jurisprudence

Le cas du barrage de la Madeleine à Pont-Audemer (Eure)





Photographie ancienne illustrant la présence du barrage de la Madeleine (Grand Barrage) sous une forme différente de celle actuelle.



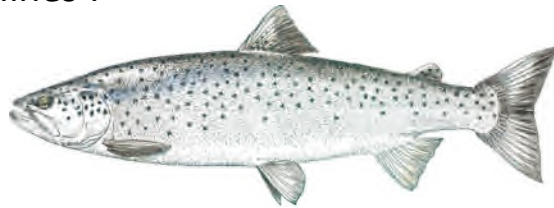
Vue avant travaux du barrage de la Madeleine (entrée bras Nord de la Risle à Pont-Audemer)

Enjeux et problématiques du bassin de la Risle

Enjeux piscicoles

Nombreuses espèces amphihalines :

- Anguille européenne
- Truite de mer
- Saumon atlantique
- Lamproies



Risle : rivière stratégique pour les migrateurs

Production potentielle de Truites de mer Basse Risle :
3 000 individus /an (3 600 individus /an avec les affluents)

Migrateurs amphihalins bloqués sur l'axe de la Risle par une succession d'ouvrages infranchissables : le « **Nœud de Pont-Audemer** », dont le premier ouvrage (**l'ouvrage de la Madeleine**) marque la limite d'influence de la marée dynamique.

Barrage de la Madeleine : ouvrage stratégique pour la Risle

La portion du cours d'eau actuellement ouverte aux migrateurs est par conséquent réduite à la **Corbie** (sur-saturée en migrateurs à 10 fois sa capacité d'accueil).

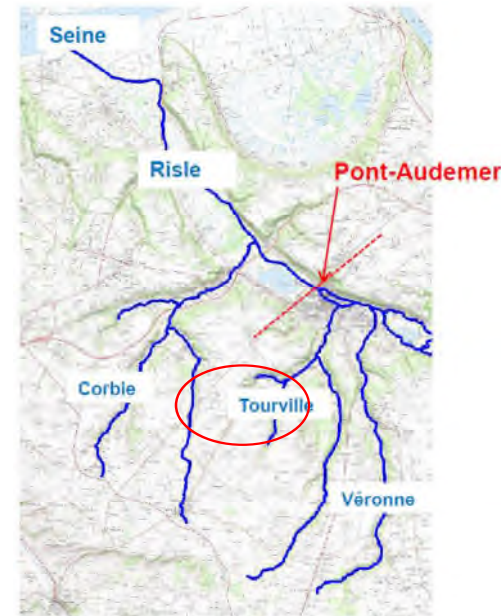


Figure 9 : Truite de mer tentant de franchir l'ouvrage de la Turbine des Quais, sans succès (Juillet 2013)

(source FDPMA 27)

Enjeux et problématiques du bassin de la Risle

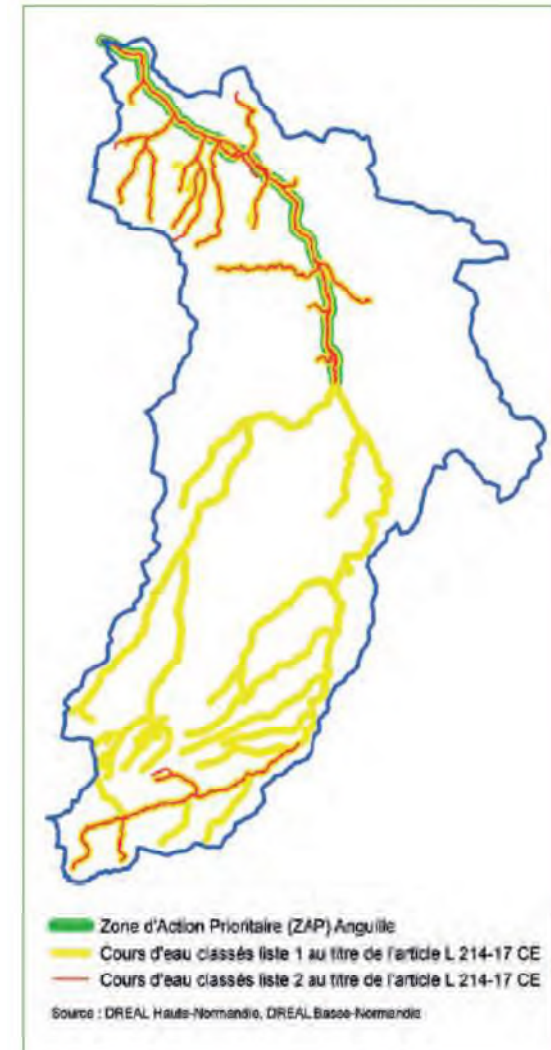
Enjeux continuité écologique et hydromorphologie

- **Classement des cours d'eau L.214-17 CE** intégrant la continuité écologique instaurée par la DCE (parties amont et aval de la Risle) en prolongement du **Classement antérieur L432-6 CE : jamais appliqué !**
- **la masse d'eau FRHR268** concernée par le **Règlement européen Anguilles R(CE)** n° 1100/2007 du 18 septembre 2007 et la ZAP (zone action prioritaire Anguille)



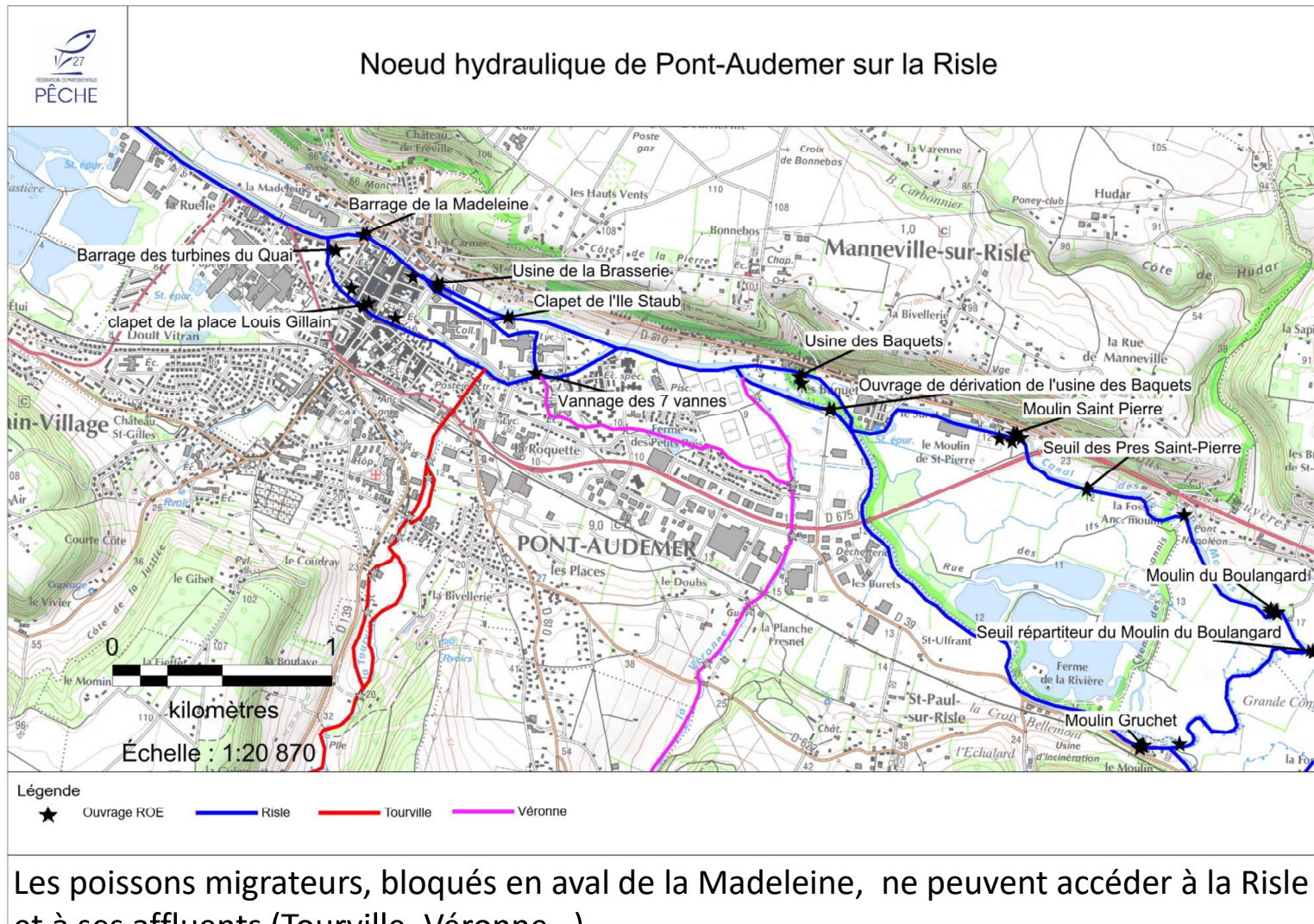
- **la masse d'eau FRHR268** présente un taux d'étagement global de **46%** (source OFB). L'atteinte des objectifs environnementaux du **SDAGE 2022-2027** implique de cibler une valeur du taux d'étagement en deçà de **30 % pour les masses d'eau à enjeux pour les poissons migrateurs (PLAGEPOMI)** et pour les masses d'eau naturelles en risque de non-atteinte des objectifs environnementaux pour l'hydromorphologie. La valeur cible du taux d'étagement a pour finalité de permettre aux espèces d'accéder aux différents milieux nécessaires à l'accomplissement de la totalité de leur cycle de vie

Classement des cours d'eau au titre de l'article L. 214-17 CE et du règlement anguille



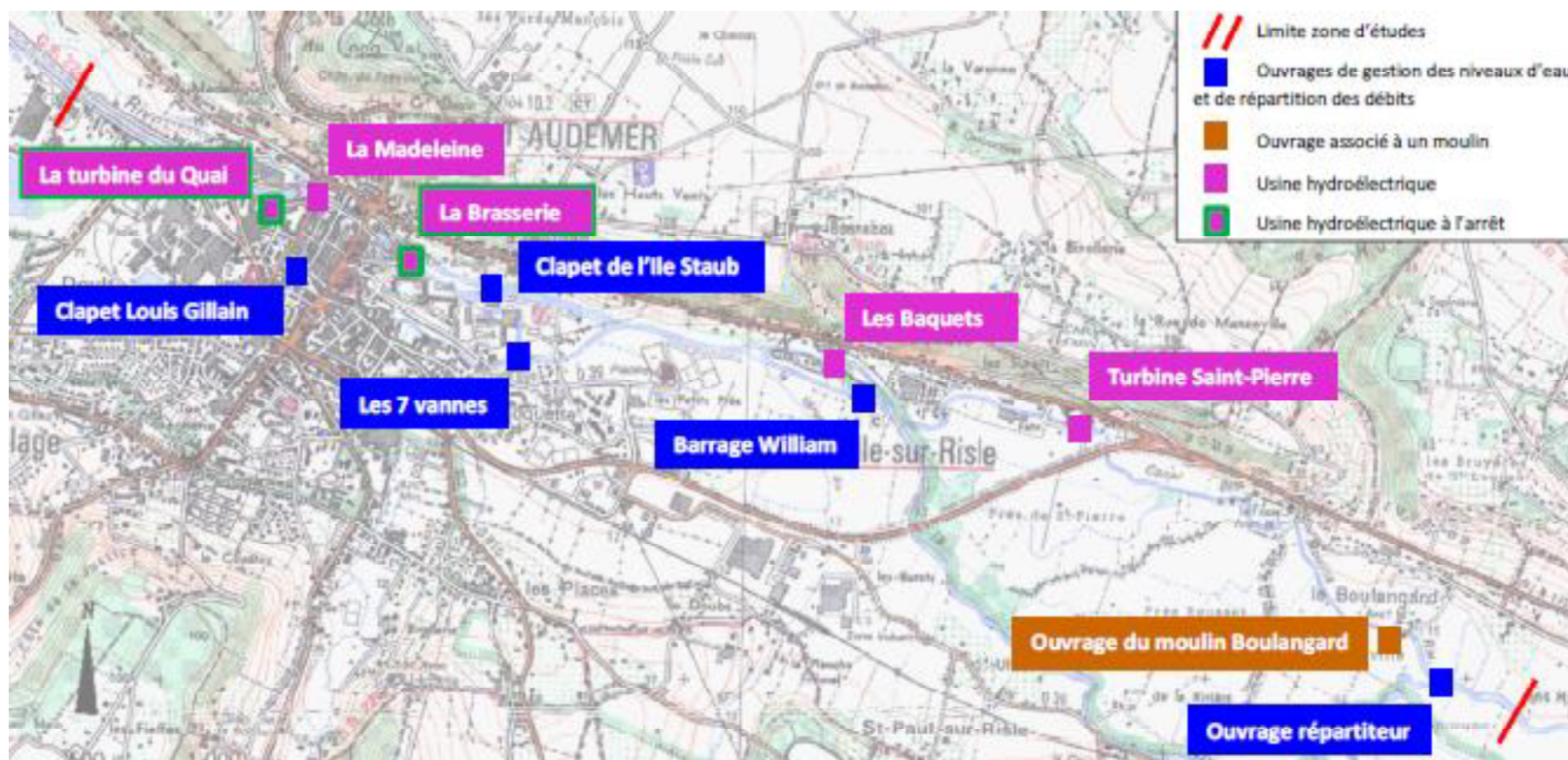
(source SAGE de la Risle et de la Charentonne)

Présentation du « Nœud de Pont Audemer »



Présentation du « Nœud de Pont Audemer »

Au sein du Nœud de Pont-Audemer, figurent des ouvrages hydro-électriques et des ouvrages de gestion des niveaux d'eau et de répartition des débits



(source SIBVR)

Méthode de rétablissement de la continuité écologique sur le « Nœud de Pont-Audemer »

Porteur de l'opération RCE:

Syndicat de la Basse-Vallée de la Risle

Prestataires missionnés :

Etudes écologiques EGIS Eau / Assistance à maîtrise d'ouvrage CAD'en /

Assistance juridique De Gaulle Fleurance Associé / Communication : Atelier Anne Tessier



Principales étapes de l'opération collective :

2012-2014 : mise en œuvre des études d'analyse des scénarios de chemin préférentiel de continuité écologique et d'incidences en termes de travaux sur les ouvrages

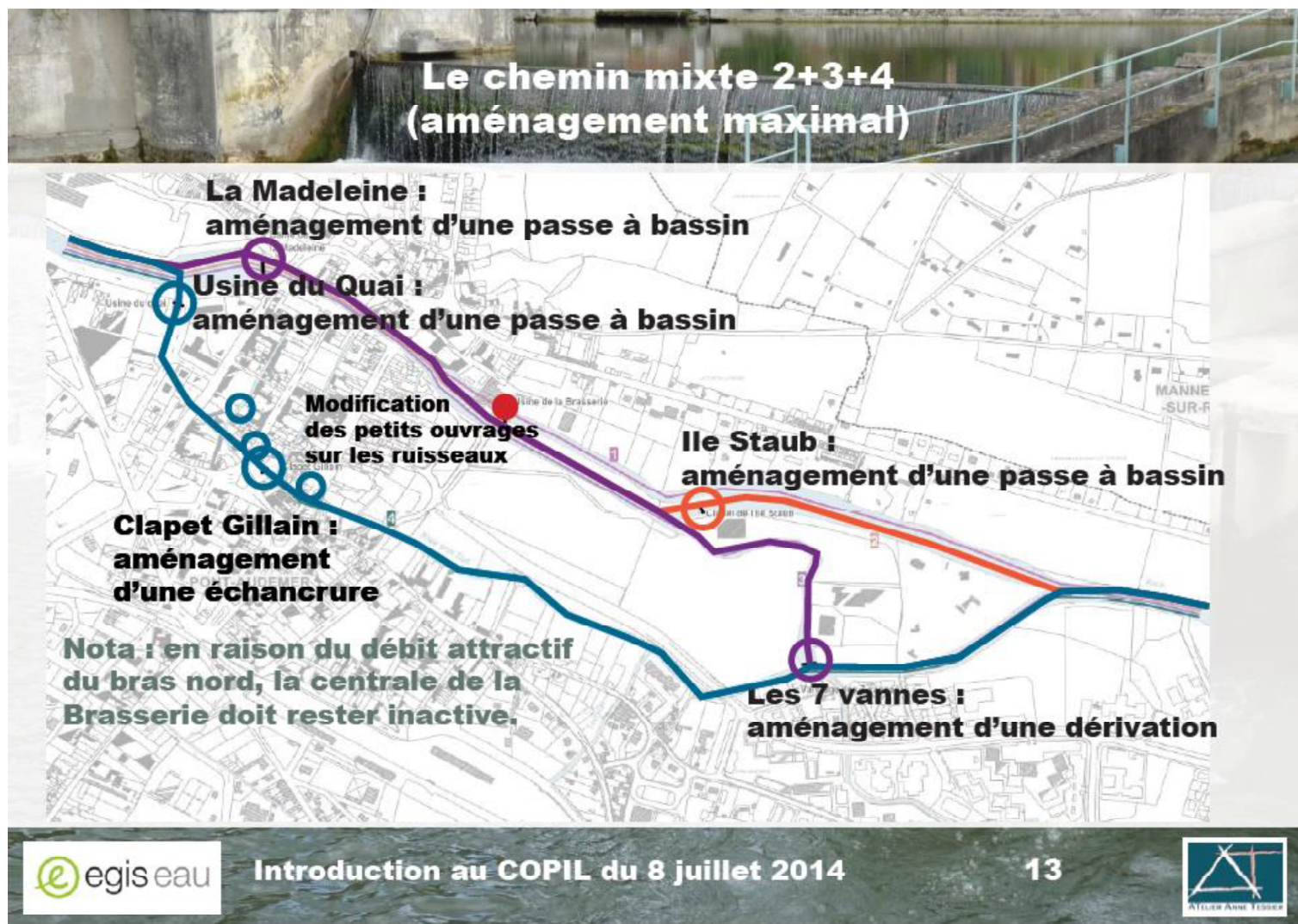
8 juillet 2014 : validation en COPIL d'un scénario d'aménagement maximal prévoyant des travaux à la fois sur les bras Nord et Sud

18 novembre 2014 : aide au rachat du droit d'eau de la centrale de la Brasserie (coût de mise en conformité économiquement très défavorable)

2016-2017 : engagement des premiers travaux sur le Clapet Louis Gillain (échancrure) et sur le barrage des 7 vannes (aménagement d'un bras de contournement)

Méthode de rétablissement de la continuité écologique sur le « Nœud de Pont-Audemer »

Présentation du scénario validé en comité de pilotage le 8 juillet 2014 :



Equipement Madeleine

► Objectifs :

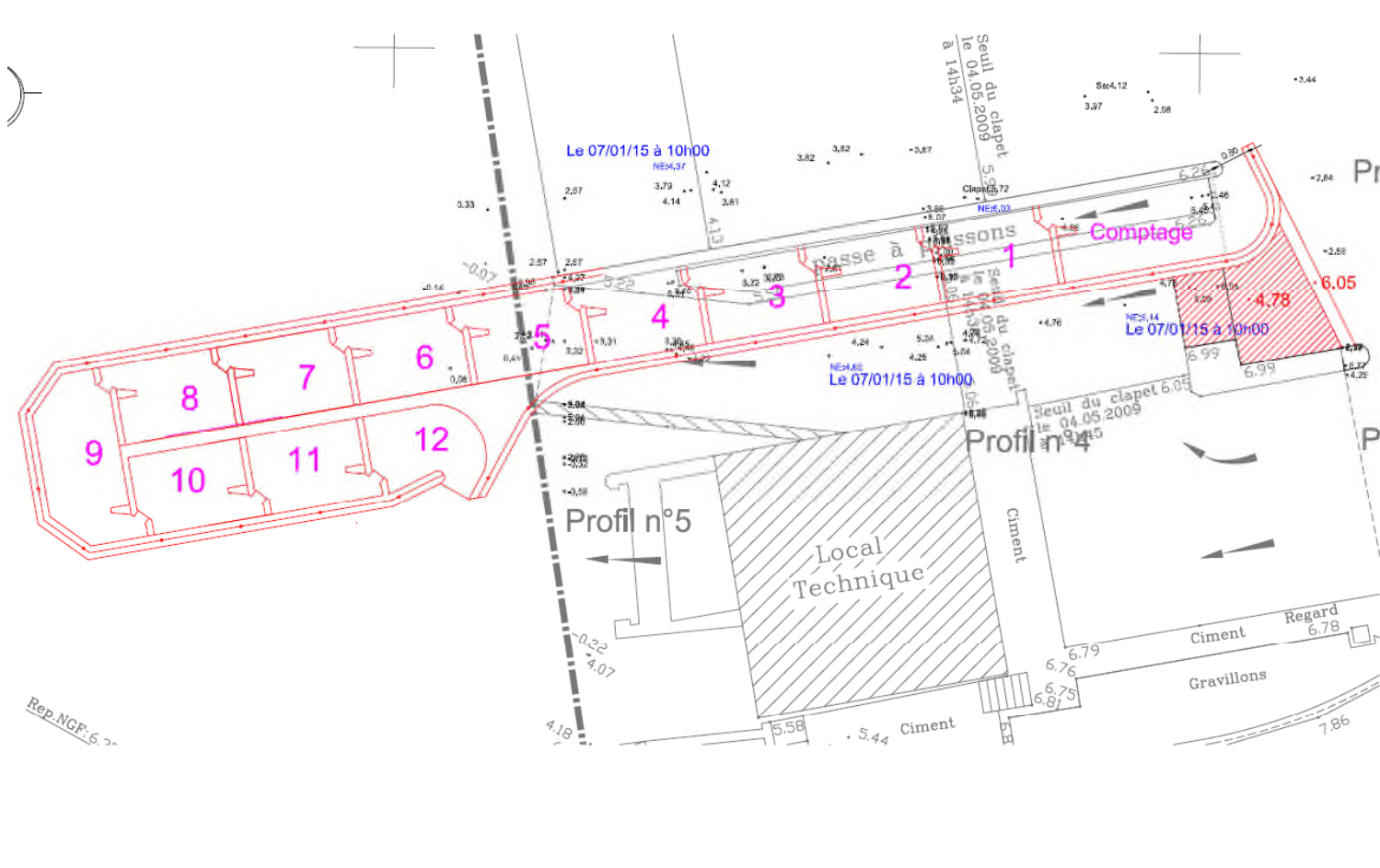
- Chutes de 25 cm maximum
- Dissipation maximale : 150 w/m³
- Axe prioritaire

► Solution :

- Aménagement de 12 bassins successifs avec asservissement
- 13 chutes au total.
- Q montaison = 700 l/s
- Passe à anguille en rive droite



Le barrage de la Madeleine



Montant prévisionnel de l'équipement de franchissement piscicole complet : **770 073 € HT**

Démarrage du contentieux de la Madeleine

Suite à cette proposition décision de la part du propriétaire de la Madeleine de ne pas assumer la mise en conformité (pas de retour sur investissement rapide) et de mettre en vente la centrale de la Madeleine !



En 2017, 2 offres de rachat du site :

- 1 offre d'hydro-électriciens locaux pour 1 200 000 €
- 1 offre de la mairie de Pont-Audemer pour 1 250 000 €

Le vendeur choisit l'offre de la mairie. La mairie délibère pour l'acquisition de ce bien et pour solliciter les aides de l'Agence pour cette achat. La mairie dépose une demande d'aide financière à l'Agence.

L'Agence réunit à l'amiable les parties prenantes puis valide l'aide à l'acquisition de la centrale de la Madeleine au titre de la suppression d'obstacles à la continuité écologique et accompagne à 100 % le porteur (aide de 1 250 000 €).

Aide n°1064040-1 : Acquisition foncière barrage de la Madeleine Pont-Audemer

Bénéficiaire : Ville de Pont-Audemer

Montant présenté : 1 250 000 € TTC Montant retenu : 1 250 000 € TTC Taux d'aide : 100%

Montant d'aide : 1 250 000 € TTC **date effet : 8 juin 2017.**

Démarrage du contentieux de la Madeleine

Mise en œuvre au sein des locaux de l'Agence, d'une **réunion de concertation** entre toutes les parties prenantes sur le barrage de la Madeleine pour échanger, convaincre et trouver un accord.

2 juin 2017.



Structures présentes :

Agence de l'Eau – DDTM 27 – OFB – vendeur- ville de Pont-Audemer –Syndicat de rivière – hydroélectriciens locaux - France Hydro-électricité (FHE)

Présentation du contexte global du bassin de la Risle

Présentation du potentiel hydroélectrique et des aides de l'Agence à la mise en conformité des centrales

Explications du vendeur sur la nécessité de vendre pour des raisons économiques

Rappel de l'OFB des enjeux migrateurs et RCE du nœud de Pont-Audemer

Rappel de FHE sur le potentiel hydroélectrique et son attachement à maintenir des centrales fonctionnelles

Décision de la DG de l'Agence de passer l'aide.

Démarrage du contentieux de la Madeleine

Suite à cet achat, et considérant que l'activité hydroélectrique ne doit pas forcément être maintenue (**prévalence des enjeux écologiques vis-à-vis de la production hydroélectrique sur la Madeleine**), un complément d'étude écologique est réalisé pour optimiser les travaux RCE. L'étude propose un projet très efficace, très ambitieux et novateur.

Aide n°1077643-1 : arasement de l'ouvrage de la Madeleine sur la Risle

Bénéficiaire : Syndicat du Bassin Versant de la Basse Vallée de la Risle (SMBVR)

Montant présenté : 3 980 725 € TTC Montant retenu : 3 100 975 € TTC Taux d'aide : 100%

Montant d'aide : 3 100 975 € TTC **date effet : 20 août 2018.**



Photomontage du scénario retenu en mars 2018 sur l'ouvrage de la Madeleine (Folius ecopaysage).

Barrage de la Madeleine un long parcours juridique

20 septembre 2018

Menace de M. SOURDON (société SPEPA) par mail de :
- déposer plainte auprès du procureur de la république pour faux, usage de faux contre Mr Berne et Mr Bodilis de l'agence de l'eau seine normandie
- recel de faux et recel d'argent public contre Mr Leroux Maire de Pont-Audemer mais aussi contre Mme Blanc de l'agence de l'eau à Nanterre et Mr le sous- préfet de Bernay, qui soutiennent tous cette action.



13 décembre 2018

Dépôt d'une requête auprès du tribunal administratif de Rouen
De SPEPA et de l'association « Valorisation du patrimoine Hydroélectrique de Normandie »
- De dire et juger que l'aide financière attribuée par l'Agence de l'eau le 23 février 2017 à la Ville de Pont-Audemer pour un montant de 1 250 000 euros pour l'acquisition du barrage de la Madeleine est illégale ;
- Dire et juger que l'aide financière attribuée par l'Agence de l'eau le 5 juillet 2018 au Syndicat Intercommunal de la Basse Vallée de la Risle pour un montant de 3 100 975 euros pour la suppression du barrage de la Madeleine est illégale ;

Tribunal administratif de Rouen

26 juin 2020

Publication de la décision du Tribunal Administratif de Rouen de ce jour (26 juin 2020), les requêtes de SPEPA et de VPH sont rejetées et ils sont condamnés à verser 1200 €.

28 août 2020

Pourvoi contre le jugement n° 1804733 en date du 26 juin 2020 de la part de SPEPA et de l'association « Valorisation du patrimoine Hydroélectrique de Normandie »

11 janvier 2022

Les requêtes n° 1900907, n° 2001331 et n° 2001333 de la société Spepa et de l'association Valorisation du patrimoine hydroélectrique de Normandie sont rejetées. La société Spepa et l'association Valorisation du patrimoine hydroélectrique de Normandie verseront une somme globale de 2 000 euros à la commune de Pont-Audemer et une somme globale de 2 000 euros à l'Agence de l'eau de Seine-Normandie en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Tribunal administratif de Douai

22 mars 2022

Le Conseil d'Etat informe de l'existence d'un non-pourvoi déposé par l'association VPH contre l'ensemble des arrêts de la CAA de Douai ayant rejeté ses demandes. L'Etat, la commune de Pont-Audemer et l'agence sont ainsi défendeurs à l'instance.

16

novembre 2022

Conseil d'Etat

1°) devant le TA de Rouen

Grief 1 : L'article L. 214-17 ne prévoit pas la possibilité de supprimer des ouvrages.

Réponse TA :

« Si les dispositions de l'article L. 214-17 du code de l'environnement ne prévoient pas comme modalité de protection de la continuité écologique la suppression d'ouvrage, une telle opération, qui n'est pas exclue par la loi, est susceptible de répondre à cet objectif. Dès lors, les requérantes ne peuvent utilement soutenir que le 10ème programme pluriannuel, qui permet de financer des travaux de suppression d'obstacles à la libre circulation des espèces migratoires, méconnaît de telles dispositions. »

ATTENTION, en liste 2, moulins à eau protégés depuis la nouvelle rédaction 2° du I de l'art L. 214-17

(LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets = Loi Climat et Résilience)

2° Une liste de cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux dans lesquels il est nécessaire d'assurer le transport suffisant des sédiments et la circulation des poissons migrateurs. Tout ouvrage doit y être géré, entretenu et équipé selon des règles définies par l'autorité administrative, en concertation avec le propriétaire ou, à défaut, l'exploitant, **sans que puisse être remis en cause son usage actuel ou potentiel, en particulier aux fins de production d'énergie. S'agissant plus particulièrement des moulins à eau, l'entretien, la gestion et l'équipement des ouvrages de retenue sont les seules modalités prévues pour l'accomplissement des obligations relatives au franchissement par les poissons migrateurs et au transport suffisant des sédiments, à l'exclusion de toute autre, notamment de celles portant sur la destruction de ces ouvrages.**

Grief 2 : non-prise en compte par l'agence de l'objectif de gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et, en particulier, pour le développement de la production d'électricité d'origine renouvelable ainsi que la répartition de cette ressource.

Réponse TA :

« il ressort des pièces du dossier que l'acquisition de la centrale hydroélectrique en vue de son démantèlement vise à permettre le franchissement par les espèces migratrices du noeud urbain et l'accès à l'amont de la Risle, cours d'eau classé par l'arrêté du 4 décembre 2012 sur la liste des cours d'eau mentionnée au 2° de l'article L. 214-17 du code de l'environnement et de plusieurs de ses affluents, rétablissant ainsi la continuité écologique, objectif assigné par les dispositions précitées de l'article L. 211-1 du code de l'environnement. Si la commune de Pont-Audemer avait, dans un premier temps, envisagé le maintien de cette centrale, associé à la réalisation d'une passe à poissons, ce projet n'a pas été retenu par la société Gedia, alors propriétaire de l'ouvrage, compte tenu du coût qu'auraient entraîné de tels travaux, ni par la commune elle-même, alors qu'elle avait décidé d'acheter l'installation. En effet et ainsi qu'il ressort des termes du jugement n°s 1701302 et 1701738 du 18 février 2019, il n'est pas sérieusement contesté que le remplacement de la passe à poissons, étroite et qui présente des dysfonctionnements, ne garantissait pas son amélioration, sa largeur devant rester réduite du fait de la présence de la turbine à un endroit du dénivelé. Les requérantes n'établissent pas que leur solution serait viable et répondrait mieux à l'objectif de gestion équilibrée de la ressource en eau. Il ressort en outre des pièces du dossier que la centrale hydroélectrique, qui est une microcentrale d'une puissance de 333,54 kW alors que la puissance totale des ouvrages hydroélectriques dans le bassin Seine Normandie a été estimé à 172 024 kW, ne représente que 0,5% du parc hydroélectrique en service de Normandie. Cette centrale ne fournit qu'une quantité faible d'énergie, de telle sorte que sa destruction ne porte, en elle-même, que des effets limités sur la production hydroélectrique. **Ainsi, il ne ressort pas des pièces du dossier qu'en octroyant les aides contestées, l'AESN, qui a opéré une juste conciliation entre les objectifs en cause, aurait méconnu le principe de gestion équilibrée de la ressource en eau, eu égard notamment à l'atteinte portée à la continuité écologique et au bénéfice attendu de la production électrique de la centrale ainsi qu'aux ouvrages déjà existants** »

2°) devant la CAA de Douai

Confirmation de la décision du TA :

Notamment sur la conciliation des usages :

« Il ressort des pièces du dossier que la centrale hydroélectrique, dont la passe à poissons n'était plus fonctionnelle à la date de la délibération attaquée, et le barrage de La Madeleine entravent la circulation des espèces protégées de poissons migrateurs qui fréquentent le bras nord de la Risle, notamment l'anguille européenne, le saumon atlantique et la truite de mer. En raison de l'emplacement de ces ouvrages, qui sont implantés à Pont-Audemer en amont de la Seine et en aval de plusieurs autres cours d'eau et ouvrages hydrauliques, le rétablissement des continuités écologiques au droit du site de la Madeleine a été estimé prioritaire par l'Agence de l'eau de Seine-Normandie et s'inscrit dans un projet global de restauration de ces continuités dans la Risle et ses affluents.

Il ressort des pièces du dossier que la réfection de la passe à poissons qui équipe la centrale hydroélectrique n'aurait permis de rétablir que partiellement les continuités écologiques à son emplacement, dès lors que les poissons migrateurs sont en partie détournés de cette passe par le fonctionnement des turbines de la centrale. La réfection de cette passe n'aurait en tout état de cause pas rétabli les continuités écologiques dans la partie du site occupée par le barrage de La Madeleine. Or il ressort des pièces du dossier que la destruction de la centrale et de sa passe à poissons et leur remplacement par un ouvrage constitué de micro seuils qui s'étendra aussi dans l'emplacement du barrage situé à proximité immédiate permettront la complète restauration des continuités écologiques, sans nuire à la régulation du cours d'eau et à la prévention des risques d'inondation dans la commune de Pont-Audemer. **Eu égard à l'importance des enjeux environnementaux locaux, à la configuration particulière des lieux et aux priorités définies par l'Agence de l'eau de Seine-Normandie, cette dernière a ainsi pu, sans méconnaître les dispositions précitées de l'article L. 211-1 du code de l'environnement, décider de subventionner le projet litigieux.** »

La Madeleine : travaux réalisés au 15 Novembre 2021



Eure

Sur la Risle, les poissons migrateurs remonteront le plus grand passage de France

Le barrage de la Madeleine, à Pont-Audemer (Eure), vient d'être rénové avec une passe à poissons unique dans le pays, garantissant la circulation des salmonidés migrateurs qui remontent les cours d'eau pour se reproduire.



La passe à poissons du barrage de la Madeleine, sur la rivière Risle à Pont-Audemer dans le département de l'Eure, est un ouvrage unique en France. #PRESSE30

[La Madeleine :](#)
[article du Parisien](#)
[27 mars 2023](#)

←

Annonces Google

Envoyer un commentaire

Pourquoi cette annonce ?